

[Traduction du Greffe]

Annexe 21

Tuvalu

Déclaration liminaire à la COP27



DÉCLARATION NATIONALE

**FAITE PAR M. KAUSEA NATANO,
PREMIER MINISTRE DE TUVALU**

CONVENTION-CADRE DES NATIONS UNIES SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES CONFÉRENCE DES PARTIES (COP27)

**Charm-El-Cheikh (Égypte)
Novembre 2022**

Monsieur le Président, chers délégués, je tiens à vous remercier pour le brio avec lequel vous conduisez les travaux de notre 27^e Conférence des Parties et à souhaiter à votre ÉQUIPE ainsi qu'à vous-mêmes plein succès dans l'accomplissement de votre mission. Permettez-moi de remercier également le Gouvernement et le peuple égyptiens d'avoir gracieusement accepté d'organiser cette rencontre et d'avoir réservé leur hospitalité à ma délégation et à moi-même.

Monsieur le Président, Tuvalu rentre de chaque COP tirant quelque motif d'encouragement de plus des bonnes intentions et de la bonne volonté affichées dans les discours de pays bien ciselés prononcés devant cette assemblée ainsi que dans d'autres instances de par le monde. Cela étant, nous devons toujours mesurer l'impact de nos efforts sur notre environnement et les populations sinistrées sur la ligne de front et nous poser la question de savoir si nous sommes en train d'atteindre les objectifs et résultats de la COP !

Alors que nous réexaminons l'ambition de rupture de notre Programme à l'horizon 2030, presque à mi-chemin de son terme, nous nous souvenons en 2015 que le Programme 2030 envisage un *«monde où soient universellement respectés les droits de l'homme et la dignité humaine, l'état de droit, la justice, l'égalité et la non-discrimination. Un monde où la race, l'origine ethnique et la diversité culturelle soient respectés. Un monde où règne l'égalité des chances, pour que le potentiel humain soit pleinement réalisé et la prospérité partagée.»*

Cette ambition s'éloigne, la science venant apporter la preuve que s'ouvre une trajectoire qui verra *la température mondiale moyenne dépasser nettement de 2°C les niveaux enregistrés à l'ère préindustrielle.*

Monsieur le Président, Tuvalu entreprend par anticipation de dégager des solutions, s'interdisant absolument de dormir sur ses lauriers. Nous élaborons un Plan d'adaptation à long terme (L-TAP) – Te Lafiga. Adossé à la science, aux données d'expérience et aux pratiques optimales, Te Lafiga est un plan ambitieux ayant pour mission de sauver Tuvalu en :

- mettant l'ensemble de sa population à l'abri du pire scénario d'élévation du niveau de la mer au-delà de 2100.
- apportant des solutions aux problèmes préexistants de pénurie de développement et de ressources rebelles à toute solution depuis des décennies.
- donnant à Tuvalu et à ses habitants foi en l'avenir.

Nous nous associons à l'appel de la COP27 tendant à voir renforcer la transparence des flux financiers, permettre aux pays en développement d'obtenir facilement des fonds climatiques adéquats de manière prévisible, par le truchement du Fonds mondial pour le climat ou de tout autre mécanisme, le but étant d'atténuer les effets des changements climatiques et de s'y adapter et de réaliser les objectifs de l'Accord de Paris. Avocat de la région du Pacifique concernant les pertes et dommages, Tuvalu engage la COP27 à établir une Facilité de financement des pertes et dommages sûre et garantie, au regard surtout de la situation d'urgence résultant des effets des changements climatiques, tel que le GIEC le redit rapport après rapport.

Monsieur le Président, il faudrait également remédier aux plus ou moins graves lacunes de l'arsenal juridique de lutte contre les changements climatiques d'un pays à l'autre. Tuvalu et Antigua-et-Barbuda ont établi une Commission des petits États insulaires sur les changements climatiques et le droit international (COSIS) ayant pour vocation de solliciter du Tribunal international du droit de la mer des avis consultatifs qui viendraient en particulier préciser les obligations juridiques internationales souscrites par les États de combattre les effets des changements climatiques. L'élévation du niveau de la mer viendra chasser nos populations de leurs foyers ; or, la Convention relative au statut des réfugiés ignore la notion de réfugié climatique.

Force est de réaffirmer les droits humains élémentaires des îles menacées d'engloutissement et des pays sous les eaux. Tuvalu et les Îles Marshall ont mis en route l'initiative dite « Rising Nation Initiative », le but en étant d'amener la communauté internationale à souscrire l'engagement de sauvegarder notre souveraineté et nos droits humains élémentaires, dont le droit à la vie, à la santé, à l'alimentation et à l'eau, à des moyens d'existence, à une culture, à la vie privée, à un foyer et à des biens.

Monsieur le Président, nul n'ignore que les combustibles fossiles sont la cause principale de la crise climatique. Tuvalu, Vanuatu et d'autres États ont ensemble lancé un appel en faveur de l'adoption d'un traité de non-prolifération des combustibles fossiles, qui viendrait nous permettre d'orienter nos modèles de développement en faveur de l'utilisation des sources d'énergie renouvelables et de l'abandon bien compris des combustibles fossiles.

La crise climatique actuelle peut s'appréhender fondamentalement sous deux angles : le temps et la température. La chaleur devient insupportable et il ne reste guère plus de temps pour freiner et inverser la montée du thermomètre. Il est donc essentiel de privilégier les stratégies à effet rapide propres à prévenir le plus fortement tout réchauffement.

Si l'on en juge d'après le temps nous avons déjà atteint 1,1 degré Celsius. La température nous permet de dire que la planète se réchauffe de manière disproportionnée dans les régions où se trouvent les petits États insulaires en développement. Les effets des polluants éphémères s'observent rapidement. Il ressort de travaux de recherche que la décarbonisation ne vient pas seule freiner le réchauffement à court terme. Il faut réduire les émissions de gaz à effet de serre et réduire sensiblement en même temps les super-polluants climatiques à courte durée de vie : méthane, noir de carbone, hydrofluorocarbures et ozone troposphérique.

Monsieur le Président, tels sont les moyens de notre L-TAP, Te Lafiga, stratégie d'inspiration scientifique arrêtée localement et à nos yeux plus durable et viable que nous mettrions volontiers à la disposition de tous partenaires de même sensibilité, y compris Taiwan (République de Chine) dont il faut louer et reconnaître la participation non négligeable au sein des institutions spécialisées des Nations Unies, y compris l'OMS, l'OACI et CCNUCC à l'action mondiale contre les changements climatiques.

Monsieur le Président, faute d'aller de l'avant à sa présente rencontre la COP verrait Tuvalu perdre rapidement foi en la capacité de cette institution de parvenir à un résultat viable qui n'abandonnerait pas les communautés insulaires et nombre d'entre nous à notre sort. Je

conserve néanmoins toute ma confiance en l'aptitude de nos institutions et de la communauté mondiale à répondre aux attentes. MAIS, adossés à la science, les rapports du GIEC tiennent un langage de pure vérité et faut-il également le dire ! : le vécu et les réalités de mon pays ne souffrent pas davantage d'équivoque. Tuvalu et nombre d'îles doivent faire face à l'élévation du niveau de la mer qui vient exacerber nombre d'autres de nos défis de développement.

Je vous remercie de l'occasion qui m'a été ainsi donnée et souhaite plein succès à la COP27 dans ses travaux.

Tuvalu mo te Atua.